

Le tram fait de la résistance

Le maire, Hubert Falco, n'en veut plus, mais le tram n'a pas dit son dernier mot. « L'abandonner serait une grosse erreur », réagit Lorenzo Matéos, pour la gauche toulonnaise. « Ce serait tourner le dos aux intérêts des habitants de l'agglomération », estime Valentin Gies, au nom de l'association Toulon@venir qui planche sur les transports en commun depuis plusieurs mois et qui a élaboré un comparatif des différentes technologies mises en regard des spécificités toulonnaises.

Dans l'interview qu'Hubert Falco nous a accordée (notre édition de lundi), le secrétaire d'État réaffirme l'éviction du rail pour ne pas éventrer le boulevard de Strasbourg pendant deux ans. « Ce serait balayer d'un revers de main la renaissance du centre-ville. Nous ne faisons pas des efforts d'un côté pour les anéantir de l'autre », argumente-il.

Ses détracteurs débattent avec force et convictions.

« Le maire mise sur l'investissement pour 2009 et le tram qu'est-ce que c'est ? C'est de l'investissement », défend Valentin Gies, Tou-

riale à la hauteur des ambitions d'une agglomération de 400.000 habitants. »

« Face à la crise, il est urgent de relancer l'économie. Nous sommes d'accord avec le maire sur ce point. Mais l'éventration du boulevard de Strasbourg est un faux prétexte pour écarter le tram, poursuit-il. Quel que soit le choix technologique, il faudra refaire les réseaux et percer la chaussée. » Tram ou bus, le temps de travaux ne variera que de trois à six mois.

« Changer le tracé va entraîner des problèmes juridiques », évoque également l'opposition municipale. « Cela implique que l'on remette la déclaration d'utilité publique en cause, alors qu'elle a été signée par tous des acteurs, y compris par le maire. Pourquoi repartir en arrière alors qu'un consensus avait été trouvé ? »

C. L.

Savoir +

■ Une réunion débat se tiendra le 26 janvier à 18 heures à l'amphi 300 de la faculté de droit de Toulon. Toulon@venir y présentera